

Extrait du Madagascar-Tribune.com

<http://www.madagascar-tribune.com>

# **Une assemblée de vierges folles**

- Editorial -

Date de mise en ligne : vendredi 12 juin 2009

---

**Madagascar-Tribune.com**

---

Selon un ami, toujours très docte dès qu'il s'agit de la gent féminine (surtout après quelques THB), l'expression « vierge folle » désignerait une vierge qui a très envie d'aller au bout de ses appétits, mais qui n'ose pas. Elle a donc un comportement irrégulier. Belle image qui siérait à nos politiciens au Carlton : ils veulent (ou prétendent) aimer la patrie, ils affirment (ou prétendent) vouloir rechercher une vraie sortie de crise, mais finalement leur volonté ne dépasse pas le bout de leurs lèvres.

Ils se sont arrangés sur le plus facile : le partage de postes. Le problème de l'amnistie est donc maintenant le point de blocage, non pas sur son principe, mais sur sa durée. Soucieuse de se garantir un boulevard tranquille vers les prochaines présidentielles, les pontes de la Haute autorité de transition (HAT) se refusent à ce qu'une amnistie soit accordée à Marc Ravalomanana et à Didier Ratsiraka (donc à Pierrot Rajaonarivelo), du fait de leurs chances de survoler le prochain suffrage s'ils se présentaient, et ce pour diverses raisons. Prétexte fallacieux avancé par le Ministre Andriamanjato : il faut que cette amnistie soit du domaine de la Loi, et donc votée par une assemblée nationale. Ce soudain légalisme de la HAT me fait rigoler : et pourquoi n'ont-ils pas été aussi respectueux de la Loi pour destituer Ravalomanana ? Et pourquoi n'ont-ils pas attendu un vote quelconque pour faire sortir des geôles des pseudos prisonniers-politiques ? Et le comble de l'ironie, c'est quand Monja Roindefo, Premier ministre d'un gouvernement arrivé au pouvoir à travers un coup d'État appuyé par une mutinerie, se met à avertir les opposants : « *oui aux manifestations, mais attention aux troubles. Nous sommes dans un État de droit* ». Blablabla, on se croirait au Muppet Show : cela aurait pu être drôle si ce n'était tragique.

Je suis pour que Marc Ravalomanana puisse se présenter aux prochaines élections, ainsi que Andry Rajoelina et Monja Roindefo. Pour beaucoup de citoyens, le bulletin de vote sera le meilleur moyen démocratique de s'exprimer sur le coup d'État et le renversement de Marc Ravalomanana. C'est sans doute ce genre de vote de réaction de la majorité dite silencieuse qui est craint par la HAT. Car entre les loyalistes à Marc Ravalomanana (« *avereno ny dadanay* »), les légalistes envers la fonction de Président de la République (« *tsy azo ekena ny fanonganam-panjakana* »), les nostalgiques de l'ère Deba, les hypnotisés par Pierrot, les fédéralistes et les autres, il n'y a pas beaucoup d'espace pour une victoire des gens de la HAT. Sauf s'ils vont mettre un soldat du CAPSAT (ou d'autres bidasses) devant chaque urne. Impossible, me direz-vous ? Ah bon &

## Découragement des négociateurs

On sent poindre dans les dernières déclarations publiques du négociateur Tiébilé Dramé une pointe de lassitude et de découragement devant le refus de concessions fondamentales. On le serait à moins. À sa place, il y a longtemps qu'on aurait claqué la porte au vu non seulement du manque de bonne volonté de la classe politique, mais aussi des remarques acerbes à la limite de la xénophobie que l'on entend de la part des participants à ces discussions. Quelle tâche ingrate donc que celle de médiateur de crise politique, surtout quand celle-ci se passe à Madagascar ! Les habituelles langues fourchues persiflent en disant que les médiateurs ont intérêt à faire trainer les négociations, pour de sombres histoires d'indemnités ou de *per diem*. Encore un caquètement de basse-cour typiquement Gasy. Car pour un diplomate, le rêve est d'apparaître comme celui par qui la paix est revenue. Avec, quelquefois quand la crise est vraiment importante, une décoration à la clé, ou même un Prix Nobel. Mais bon, faut pas rêver. Résoudre la crise malgache ne mérite sans doute pas le Prix Nobel de la Paix. On n'est sans doute pas (encore) la Palestine.

Certains de nos politicards (terme qui semble être plus adaptés, un « politicien » a quand même en principe un sens minimal de patriotisme), affirment dans toute l'étendue de leur suffisance, voire de leur insuffisance, « *qu'on n'a pas besoin de médiateurs étrangers, car les Malgaches sont capables de s'arranger eux-mêmes* ». Tiens donc. Et pourquoi donc, dans toute la clarté de leur sagesse, ces braves politiciens malgaches ne se sont-ils pas arrangés eux-mêmes depuis Janvier, voire depuis Décembre. Pour le moment, la seule chose qu'ils démontrent, c'est l'intransigeance en se prétendant tous détenteurs de l'unique Vérité.

La réponse est simple. Au risque de nous répéter, les vieilles planches ne font pas de nouveaux meubles. Les défauts de nos politiciens sont bien connus, et depuis longtemps. La frime, la gloire, les avantages, le prestige, les postes. Pour l'un, c'est se faire appeler Président qui contribue à sa libido. Pour l'autre c'est ne pas finir ses vieux jours à Paris. Pour l'un c'est laver l'affront d'avoir été débarqué par un coup d'État. Pour (encore) un autre, c'est débayer la route pour pouvoir se présenter. Et pour un autre (encore, ils sont si nombreux), c'est empêcher en sous-main que des candidats assurément plus puissants puissent faire de l'ombre aux prochaines présidentielles. Sans oublier un passage, qui veut continuer à jouer le rambo, la barbe-blanche n'était apparemment pas un préservatif contre la dégénérescence mentale. Mon honneur, mon poste, mes ambitions, mes vieux jours, mes gros bras. Pas beaucoup de place pour le peuple dans tout ça.

## Aveuglement coupable devant la situation du peuple

Car où en sommes-nous ? Décrire une fois de plus la situation serait sans doute enfoncer des portes ouvertes, et faire preuve de peu d'originalité. Fractures teintées de haine au sein de la population, situation économique catastrophique, caisses de l'État au bord de l'asphyxie, grèves qui éclatent ici et là du fait des manquements de la HAT, grogne dans les casernes à cause de promesses non tenues, dégringolade de l'Ariary, inflation des prix à la consommation. Tiens donc, on me dit que le prix de l'huile, le riz et le beurre a augmenté. Quand je me souviens des promesses sur la Place du 13 mai pour faire baisser le prix de ces denrées, je me marre. Sauf quand je vais au marché.

Et puis, il y a les entreprises qui se mettent à la queue leu-leu aux portes du chômage, qu'il soit partiel, technique ou définitif. Madagascar et les Malgaches payent très cher le coup d'État. Madagascar et les Malgaches payent très cher les abus de gouvernance politique et économique de Ravalomanana. Madagascar et les Malgaches payent très cher l'héritage de l'éducation politique calamiteuse laissée par les pratiques politiques tordues depuis le retour de l'Indépendance. Et ce sont ces politiciens-là qui continuent à nous casser les pieds ? (Restons quand même prudemment dans une zone anatomiquement acceptable pour les modérateurs).

Un renouvellement et une amélioration qualitative de notre classe politique s'impose. Loin d'être un francophile invétéré, il y a quand même un avantage à la pratique politique en France : le fait que beaucoup de politiciens aient fait l'École nationale d'administration leur apprend un certain sens de l'État, et surtout une connaissance technique des lois et des règles. Alors bien sûr, il y a des critiques (souvent empreintes de jalousie, on se croirait à Madagascar) contre la France des énarques. Mais ne vaut-il pas mieux la France des énarques que le Madagascar des tocards ?

Nos politiciens ne raisonnent pas par rapport à un programme ou un projet de société, exception faite de Herizo Razafimahaleo (*requiescat in pace*). Normal : dans leur frénésie nombriliste, ils sont incapables d'en concevoir. Ils raisonnent donc en girouette par rapport aux avantages que peut leur procurer une situation : sans doute est-ce pour les politiciens malgaches que l'expression « nager en eaux troubles » a été inventée. Et ils s'alignent, non pas par rapport à un programme, mais par rapport à l'homme fort du moment. Certains membres du KMMR (à l'époque, Komity Miaro an i Marc Ravalomanana) assuraient en 2002 avec force et fracas que ledit Ravalomanana avait gagné au premier tour. Puis, faute de partage de gâteau, quand le KMMR est passé dans l'opposition sous le nom de Komity Miaro ny Marina sy Rariny, certains se sont mis à affirmer à partir de 2003 que finalement Ravalomanana n'avait pas gagné au premier tour, mais que c'était un mensonge rendu nécessaire par la situation. Et quand on voit où gravitent actuellement ce même type de politiciens, on se demande pourquoi leur ferait-on encore confiance quand ils tentent de nous faire gober que c'était une révolution voulue par le peuple, ramené pour l'occasion à quelques milliers d'individus sur quelques places publiques ?

Tous nos hommes politiques sont donc, à des degrés divers, coupables de la situation actuelle. Et cette culpabilité

augmente chaque jour qu'ils passent à marchander leurs avantages personnels au Carlton sans se soucier de leur vache à lait principale : le peuple, pourtant porté en étendard comme un prétexte pour satisfaire leurs ambitions mégalomaniaques. N'est-ce pas le peuple qu'on a affirmé voir en 2002 et en 2009 sur la Place du 13 mai ? Mais n'est-ce pas au sein du peuple que le nombre de chômeurs augmente ? Alors, finalement, quelque part, tant pis pour ce peuple-là : il n'avait qu'à ne pas accepter de servir de marchepied pour l'égo de certains dont le rêve est de se faire appeler Monsieur le Président. Mais ce peuple-là n'est pas le peuple des électeurs.

Or, c'est celui-ci qui souffre le plus de la gabegie actuelle et de l'incurie de nos politiciens. Le simple quidam, qu'il soit employé ou chef d'entreprise, paysan ou ouvrier, veut travailler sereinement, vendre, rentabiliser ses investissements hôteliers, envoyer ses enfants à l'école, vendre ses produits d'agriculture, faire des courses correctes avec son peu de revenu etc. Il se demande de quoi demain sera fait, et s'il pourra encore payer son loyer, la JIRAMA, l'écolage de ses enfants à cause du marasme économique dans lequel la crise nous a précipité. Pour la HAT, *no problem* : la sécurité de l'emploi est assurée pour un certain temps. Tiens donc : on me dit que leurs salaires ne sont pas payés depuis des mois ? On ne va pas pleurer, sans aller à dire ouvertement tant pis pour eux.